

*Financement des programmes établis*

d'enseignement universitaire. La première conséquence évidente, c'est que l'université de la Colombie-Britannique prévoit une hausse de 33 p. 100 des frais de scolarité. Qui en fera les frais? En dernière analyse, ce sont les provinces qui paieront, sinon, les étudiants eux-mêmes.

Imaginez le dilemme auquel sera confronté l'étudiant quand il se rendra compte que c'est au gouvernement fédéral, non pas à la province, qu'il doit une augmentation de 33 p. 100 de ses frais de scolarité. Le gouvernement libéral du Canada a répercuté cette augmentation sur la province qui, à son tour impose des restrictions et refile la note à l'étudiant. Sachant qu'il paiera 33 p. 100 de plus à l'automne, l'étudiant se demande quoi faire, car il n'a même pas les moyens d'acquitter ses frais actuels. S'il ne peut pas payer ses frais de scolarité, c'est qu'il ne peut pas trouver d'emploi d'été. Sans emplois d'été pour assumer les frais en cause, comment pourra-t-il entrer à l'université?

• (1115)

L'interaction des programmes gouvernementaux ne fait qu'aggraver le problème. Cette augmentation de 33 p. 100 est représentative des hausses appliquées dans tout le pays. Prenons l'éducation, les dépenses de la Colombie-Britannique sont très raisonnables à ce titre, par étudiant, par rapport aux autres provinces du pays. Ces dépenses sont réparties proportionnellement entre tous les établissements d'enseignement supérieur au Canada. Chaque fois que nous prenons ces éventuels étudiants productifs, monsieur le Président, à l'égard desquels nous avons dépensé des sommes importantes pour leur permettre de suivre la première, deuxième ou troisième année d'université, ou même d'aller jusqu'au diplôme, et que nous les empêchons par la suite d'exploiter leur potentiel intellectuel en les renvoyant dans le secteur tertiaire ou parmi les chômeurs, nous faisons du tort non seulement à ces personnes, en tant qu'êtres humains, mais à toute la trame et à l'avenir de notre pays. C'est manquer de prévoyance et ce n'est pas ce que les Canadiens attendent de la Chambre des communes. Le manque de confiance qui existe dans le pays est l'un des éléments inhérents à la dépression. Nous ne transmettons pas le bon message.

Je m'inquiète vivement, monsieur le Président, des décisions que nous sommes en train de prendre et de leur incidence sur nos étudiants, nos provinces et la trame de notre société. Je suppose qu'il est encore une fois trop tard. Bien que tous les députés soient intervenus l'un après l'autre à la Chambre des communes, notre tribune démocratique, pour se faire les porte-parole des étudiants canadiens, de la population canadienne, nous éprouvons également un sentiment de frustration et d'inquiétude, parce que le gouvernement ne nous écoute pas. Les Canadiens se sentent frustrés lorsqu'ils essaient de faire passer, mais en vain, un message au gouvernement. Je lève les yeux et je vois des jeunes qui suivent nos délibérations aujourd'hui. Je vois leurs parents. Je m'inquiète pour eux et leurs enfants.

**Mme Mitchell:** Et les réductions de crédits pour l'enseignement imposées par le parti créditiste en Colombie-Britannique?

**M. Wenman:** Vous voyez, monsieur le Président, c'est une représentante néo-démocrate qui fait ici l'une des remarques les plus judicieuses. Elle a tout à fait raison; que dire des

réductions imposées au niveau provincial? Pourquoi les gouvernements provinciaux—pas seulement celui de la Colombie-Britannique, mais également ceux de l'Ontario, de l'Alberta, de la Saskatchewan, du Manitoba—effectuent-ils des compressions? Si l'on traverse tout le pays jusqu'aux Maritimes, on constate que toutes ces provinces appliquent un programme d'austérité et réduisent les crédits alloués à l'enseignement. Pourquoi ce phénomène est-il commun à toutes les provinces? Parce que la source du problème est la même pour toutes: le gouvernement fédéral. Les gouvernements provinciaux n'ont pas d'autre choix que d'effectuer des réductions et, lorsqu'ils le font, on les considère comme des méchants. J'ai honte, monsieur le Président, de voir un député néo-démocrate blâmer les gouvernements provinciaux quand elle devrait s'en prendre au gouvernement fédéral. Voilà ce qu'elle doit faire. Qu'elle intervienne à la Chambre et blâme le gouvernement et son programme, au lieu de chercher à faire preuve de sectarisme politique à l'égard de la Colombie-Britannique ou d'une autre province.

**Mme Jewett:** Ce gouvernement n'a pas transmis un sou de l'augmentation.

**M. Miller:** Expliquez-vous, Bob.

**M. Wenman:** Le problème, monsieur le Président, c'est que le NPD admet qu'il n'a aucun espoir à la Chambre des communes du Canada. Ce parti continue à livrer sa bataille électorale en Colombie-Britannique. S'il se décidait à oublier cette affaire et s'intéressait à la question à l'étude, il marquerait des points. Mais c'est pour cette raison qu'il restera toujours dans ce petit déversoir de la Chambre, et qu'un si grand nombre de députés néo-démocrates doivent retourner en Colombie-Britannique et s'efforcer d'y faire une carrière politique, parce qu'ils n'ont aucun avenir ici. Eh bien, il n'y a pas d'avenir non plus pour le NPD là-bas, monsieur le Président.

**M. Fulton:** Vous étiez sur le point de vous porter candidat pour le parti créditiste; racontez-nous un peu ça, «Bob le créditiste».

**Mme Jewett:** «Wenman la réduction».

**M. Crosbie:** Voilà les trois sorcières de Macbeth.

**M. Wenman:** Remuer de l'air et faire du bruit, c'est tout ce qu'ils savent faire, en réalité.

**M. Fulton:** Mais nous, au moins, nous ne sommes pas créditistes. Au moins, nous ne sommes pas stupides.

**M. Wenman:** En réalité, monsieur le Président, la Chambre des communes est beaucoup trop divisée par l'esprit de parti. Elle doit porter son regard au-delà de cet horizon, sur le sort de chacun des étudiants de chacune des provinces canadiennes. Monsieur le Président, j'interviens aujourd'hui au nom du gouvernement néo-démocrate du Manitoba, qui s'inquiète lui aussi de ce projet de loi, des compressions, et de ce que ces mesures peuvent signifier pour lui. Je voudrais que l'on donne plus d'argent . . .

• (1120)

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Wenman:** . . . et au gouvernement néo-démocrate du Manitoba. Je voudrais que l'on donne plus d'argent au gouvernement conservateur de la Saskatchewan, qui doit relancer son secteur de l'enseignement après de nombreuses années de